

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Commune de FONTAINE LE PUIT
73600

Nombre de Conseillers	
En exercice :	11
Présents :	9
Votants :	10

L'an deux mil dix, et le vingt huit juin, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni en session ordinaire, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Marin SOLLIER, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 22 juin 2010

Présents : MM. Marin SOLLIER, Bernard CHATELLET, Bernard RISTAT,
Mme Maryse CHAVOUTIER,

MM. Jean-Luc BERTAMELLE, Serge CHAVOUTIER, Jean-Marc COLOMBAN, Olivier CULLET,
Hubert FRATICELLI

Excusés : Mme Laurence LEMOINE et M. Alain CULLET (donne pouvoir à M. Marin SOLLIER)

Absent :

OBJET : APPROBATION DE LA CARTE COMMUNALE.

Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L. 124-1 et suivants, R. 124-1 et suivants ;

Considérant qu'une enquête publique s'est déroulée du 23 février 2010 au 25 mars 2010 ;

Entendu les conclusions du Commissaire enquêteur ;

Considérant que la carte communale, telle qu'elle est présentée au Conseil municipal est prête à être approuvée conformément aux articles L. 124-2 et R. 124-7 et suivants du code de l'urbanisme ;

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé du Maire et après en avoir délibéré :

- **Décide** d'approuver la carte communale annexée à la présente délibération qui constituera le guide d'application des règles générales d'urbanisme, tel que prévu à l'article L. 124-1 du code de l'urbanisme.
- **Dit** que ce document sera adressé à Monsieur le Préfet de Savoie afin de recueillir son accord, sous forme d'arrêté préfectoral.
- **Dit** que les dispositions de la carte communale seront applicables à compter de la publication de l'arrêté préfectoral au recueil des actes administratifs de la Préfecture, de l'affichage en mairie de la délibération et de l'arrêté préfectoral qui approuvent la carte communale, de l'insertion d'une mention de cet affichage en caractères apparents dans un journal diffusé dans le Département.
- **Décide** conformément à l'article L. 421-2-1 du code de l'urbanisme, de laisser à l'Etat la compétence des actes en matière d'occupation des sols.

Fait et délibéré en Mairie, les jours mois et an que dessus.

Au registre sont les signatures.

Affiché le

Pour copie conforme :

En Mairie, le 02 juillet 2010

Lc Maire,
Marin SOLLIER

Certifié exécutoire
Reçu en Sous-Préfecture le
Publié ou Notifié le

